



INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

fondé en 1852 par James Fazy

INVITATION

Conférence

Le service public suisse des médias est-il un frein au pluralisme médiatique ?

Ulrich WINDISCH

Professeur honoraire de l'Université de Genève
Rédacteur en chef du site de Réinformation
Lesobservateurs.ch

Mercredi 6 mai à 18 h 30

Soirée publique et gratuite

Résumé au verso

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS Promenade du Pin 1 - 1204 Genève
T. 022 310 41 88 - F. 022 310 34 53 - info@inge.ch - www.inge.ch
Parking Saint-Antoine et arrêt bus **3, 7 et 36** à proximité

L'Institut National Genevois est soutenu par la République et Canton de Genève

2015



Le service public suisse des médias est-il un frein au pluralisme médiatique ?

Médias. Le mammoth du « Service public » suisse. A propos de la votation populaire du 14 juin 2015 : La Révision de la loi sur la radio et la télévision (LRTV).

Un projet de meilleur Service public ou un monopole encore plus puissant, plus riche et exclusif ?

Quelques arguments à discuter lors de cette conférence.

L'ensemble de la présentation du projet par la Conseillère fédérale Doris Leuthard semble avoir pour but de satisfaire toute une série d'opposants potentiels en leur faisant miroiter quelque avantage.

Oui il y a une grande diversité des médias en Suisse mais diversité ne veut pas nécessairement dire pluralité. Or la pluralité devrait être une priorité pour une Suisse qui se vante en permanence de sa démocratie et de son pluralisme. Oui, la Suisse est démocratique mais c'est nettement moins le cas dans les médias.

En plus il faut encore une vraie concurrence dans les médias.

L'argument qui se veut le plus imparable : les médias jouent un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion nationale et les médias en plusieurs langues coûtent cher et ne pourraient être assumés par d'autres acteurs que le Service public. Faux : la Suisse a existé bien avant les médias de masse et elle ne s'effondrerait nullement si le Service public était moins puissant et monopolistique. La Suisse est sans doute le seul pays démocratique avec un tel monopole médiatique, et en plus assez marqué idéologiquement.

Autre argument trompeur de la part du Conseil fédéral : cette Révision ne concernerait pas le Service public ! Répond-il à ceux qui veulent mettre certains aspects de ce Service dit public clairement sur la table, et d'ajouter une nouvelle fois : « ce n'est pas le moment de parler du Service public ». Il fallait oser. Justement c'est de cela que nous voulons parler et dès maintenant. Pas question de laisser ce Service dit public se renforcer davantage et en catimini, sans débat public. Le débat ce doit être maintenant !

D'autres arguments seront soumis à la discussion.

Article à l'appui des thèses défendues :

<http://www.lesobservateurs.ch/2015/03/25/medias-le-mammoth-du-service-public-suisse-votations-populaires-du-14-juin-2015-la-revision-de-la-loi-sur-la-radio-et-la-televisionlrv-tv-une-vraie-tricherie-et-un-inavoue/>

Rejoignez-nous ! Devenez membre de l'Institut National Genevois

La mission de l'ING, fondé en 1853 et soutenu par la République et canton de Genève, est d'aider les Genevois à saisir les changements sociaux, économiques, culturels et politiques qui interviennent dans leur environnement. Lieu d'échanges et de réflexions, notre institut se veut ouvert à toutes et à tous. Les membres de l'ING reçoivent évidemment une information complète sur les manifestations que nous organisons et y accèdent gratuitement. Ils bénéficient par ailleurs d'un certain nombre d'avantages culturels et commerciaux.